



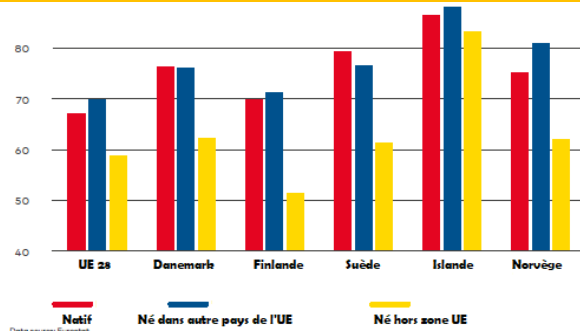
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 160 du 14 septembre 2018

Pays Nordiques

Taux d'emplois. Le taux d'emplois dans les pays nordiques des personnes de 15 à 64 ans figure traditionnellement parmi les plus élevés en Europe surtout dans le cas de l'Islande (près de 90%) et de la Suède (près de 80%). Si le taux d'occupation des natifs et des ressortissants de l'UE sont élevés dans chacun de ces pays (systématiquement supérieur à 70%), ce n'est pas le cas des personnes nées hors UE qui sont généralement beaucoup moins actifs, notamment en Finlande (env. 50%) mais aussi en Suède, en Norvège et au Danemark (plus de 60% dans les trois cas). L'Islande est donc le seul pays de la zone avec un niveau très élevé d'occupation indépendamment de l'origine des employés.



Danemark

Energie. Dans son nouveau rapport de prévision de la production pétrolière et gazière du Danemark, l'Agence de l'énergie (*Energistyrelsen*) prévoit une diminution de la production de pétrole au Danemark. Elle a revu à la baisse ses prévisions pour la production pétrolière à long terme de 8% par rapport aux prévisions de l'année dernière. Dans ces conditions, le Danemark ne devrait plus être exportateur net de pétrole sauf en 2024 à cause de la mise en service de nouveaux projets. Ce réajustement est notamment dû à une baisse de l'estimation des ressources (-4 millions m³ de pétrole), ainsi qu'à l'incertitude relative à l'expansion de plusieurs champs et découvertes. Les prévisions pour le gaz ont été réduites de 5% par rapport aux prévisions de 2017, mais le Danemark devrait rester exportateur net de gaz. Le Danemark a été exportateur net de pétrole et de gaz depuis 1993.

Industrie spatiale. D'ici le printemps 2019, l'Agence spatiale européenne (ESA) va participer au financement de sept nouvelles technologies au Danemark à travers un versement de 17 MDKK (2,3 M€). Parmi les bénéficiaires, la petite compagnie Space Inventor et le géant Terma Space travaillent sur les nano satellites, tandis que QuadSat développe des drones. L'ESA soutient également l'Institut hydraulique danois (DHI) qui met au point une technologie utilisant la surveillance par satellites des courants, des vagues et du niveau de la mer, afin d'optimiser les itinéraires des bateaux et de réduire leurs émissions de CO². Depuis près de deux ans, le Danemark met en œuvre sa stratégie spatiale, déterminant désormais les technologies prioritaires à soutenir. C'est ainsi la première fois que le Danemark (l'Agence de la Recherche et de l'Éducation supérieur ainsi que le Fonds pour l'innovation) a contribué à la sélection des projets danois qui recevront un soutien financier de l'ESA.

Assurances. Suite à son retrait du marché en mars 2018, la compagnie d'assurance-construction danoise Alpha Insurance A/S a été officiellement placée en liquidation le 8 mai. La compagnie était présente en France auprès des artisans français, notamment à travers le courtier Security & Financial Solutions (SFS Europe), lui-même placé en liquidation volontaire depuis juillet 2018. Les polices d'assurance expirant le 5 juin et n'étant qu'en partie couvertes par le fonds de garantie danois, ces artisans ont dû rapidement trouver un nouvel assureur et adresser des demandes de remboursement au liquidateur d'Alpha Insurance.

Finlande

Nokia. L'entreprise finlandaise des télécommunications a annoncé avoir obtenu un prêt de 500 M€ du Fonds européen pour les investissements stratégiques, instrument ad hoc de la BEI créé pour financer le plan d'investissement européen, dit « Plan Juncker ». L'aide financière accordée à Nokia doit contribuer aux activités de recherche et de développement de l'entreprise en matière de 5G. A ce jour, la Finlande a bénéficié du concours du FEIS pour 30 projets d'investissement depuis sa création en 2015, pour un montant total de 2,1 Mds€, soit 1% du PIB du pays.

Croissance. Selon Statistics Finland, la croissance du PIB au deuxième trimestre 2018 s'est établie à 0,3% contre 1,2% au T1 2018. Ce ralentissement s'explique notamment par des dépenses de consommation mois dynamiques (+0,5% contre +1,1%). Les investissements ont augmenté de 1,9%, en partie tirés par les dépenses d'équipement (+5,2%). Après s'être contracté au T1 2018, le volume des exportations enregistre une hausse (+2,0% contre -1,2%) tout comme celui des importations (1,4% contre -0,8% au T4 2017). Selon les prévisions des principales institutions et des banques nordiques, en 2018 la croissance du PIB finlandais devrait se situer entre 2,5% et 3,0%.



Immigration. L'OCDE a publié une étude sur l'intégration des populations immigrées en Finlande. Le rapport souligne le faible taux d'intégration des femmes immigrées sur le marché du travail, le taux d'emploi de cette population étant de 40 points inférieur à celui des hommes. Certaines aides destinées à la garde d'enfant à domicile peuvent contribuer à l'éloignement du marché du travail. En matière d'éducation, près de 50 % des enfants nés à l'étranger et 30 % des enfants nés en Finlande de parents immigrés obtiennent des résultats en deçà des autres élèves, notamment en mathématiques et en finnois. L'OCDE reconnaît cependant les effets positifs de la réforme du système d'intégration intervenue en 2016, qui combine des modules de langue et d'apprentissage professionnel directement sur le lieu de travail. Selon l'Organisation, le rôle des employeurs dans le développement des compétences des employés immigrés devrait être renforcé. Le rapport recommande aussi un suivi davantage détaillé des populations immigrées, par le biais de la collecte systématique d'informations sur leurs performances en matière d'éducation et d'emploi. Entre 2015 et 2017, la Finlande a reçu 43 169 demandes d'asile sur un total de plus de 260 000 entrées. Sur cette même période, 12 147 procédures d'asile ont fait l'objet d'une décision positive de la part de l'administration finlandaise.

Energies renouvelables. L'entreprise française Neoen a récemment signé un contrat de vente d'électricité verte avec Google, pour l'alimentation de son datacenter situé à Hamina, dans le sud de la Finlande. Le site de Google achètera ainsi 100% de l'électricité produite par un parc éolien de 18 turbines et d'une puissance totale de 81 MW, qui devrait être construit à Narpès, dans l'ouest du pays. La mise en service de ce parc est prévue pour la fin 2019.

Norvège

Croissance. La croissance de l'économie norvégienne « continentale », c'est-à-dire hors production d'hydrocarbures et transport maritime, s'est élevée à 0,5% au deuxième trimestre, un chiffre conforme aux attentes des analystes. Ces statistiques confirment le redressement de l'économie norvégienne après le trou d'air traversé à partir de la mi-2014, dû à la baisse du prix des hydrocarbures, qui avait influencé l'ensemble de l'économie. L'Institut national de statistiques SSB présentait ses prévisions 2009-2021 en septembre en intitulant son article *Economic Boom in Sight*.

Fonds souverain. Le Fonds souverain norvégien a publié un document dans lequel il énonce ses attentes, à l'égard des 9 000 entreprises dont il est actionnaire, dans le domaine de la protection des océans et en particulier de la lutte contre la pollution par des déchets plastiques. Il les enjoint notamment d'intégrer cette thématique dans leur stratégie, appelant par exemple les producteurs de plastique à envisager une transition vers une "économie circulaire" économe en matières premières et les compagnies de pêche à intégrer des projections sur les stocks futurs. Ces priorités s'adressent aux entreprises actives en mer (transport maritime, pêche, aquaculture) mais aussi à celles basées à terre dont l'activité peut avoir un effet sur les océans (distribution, industrie plastique, agriculture).

Hydrocarbures (1). L'ONS (Offshore Northern Seas), salon consacré à l'exploitation offshore d'hydrocarbures, qui se tient tous les deux ans à Stavanger a été le lieu cette année de la « renaissance » du secteur. Après quelques années difficiles suite à la baisse des cours du pétrole en 2014, les professionnels du secteur semblent commencer une nouvelle phase d'expansion et d'investissement. Très positive, cette édition de l'ONS mettait en avant les investissements à venir dans les énergies renouvelables et dans les innovations de façon générale. A noter la présence de Patrick Pouyanné, PDG du groupe Total, lors de la cérémonie d'ouverture.

Hydrocarbures (2). L'entreprise Equinor (ex-Statoil) a revu à la hausse les réserves de Johan Sverdrup, un gisement géant de la mer du Nord impliquant aussi Total, et à la baisse ses coûts de développement. Plus gros gisement découvert au large de la Norvège depuis les années 1980, Johan Sverdrup contient entre 2,2 et 3,2 Mds bep (contre 2,1 à 3,1 Mds bep). Les coûts de développement ont aussi été de nouveau révisés à la baisse, de 6 Mds NOK cette fois-ci, à 127 Mds NOK (13,2 Mds€). Le gisement, particulièrement rentable, doit entrer en exploitation en novembre 2019 dans sa première phase. La construction des infrastructures de devrait mobiliser 150 000 emplois entre 2015 et 2025 et le gisement devrait abonder les caisses de l'État à hauteur de 900 Mds NOK (93,4 Mds€).

Exploration en Mer de Barents. La Première Ministre, Erna Solberg, a annoncé que le Gouvernement allouerait 50 MNOK (5,2 M€) en 2019 pour la prospection tout au long de la ligne de partage avec la Russie en Mer de Barents.

Remaniement ministériel. La Première ministre Erna Solberg a procédé à un nouveau remaniement ministériel le 31 août dernier : un ministre change de portefeuille et deux quittent le gouvernement (Transports et Communication, Agriculture, Pétrole et Energie). Ces changements ministériels concernent uniquement l'équipe gouvernementale du Parti du progrès (droite populiste) qui détient les portefeuilles stratégiques de l'économie norvégienne.

Islande

Egalité salariale. Selon un rapport publié par la chaîne de télévision publique islandaise RUV, seulement 11% des 142 entreprises islandaises de plus de 250 employés auraient obtenu leur certification sur l'égalité de rémunération salariale. L'obtention de cette certification est devenue obligatoire pour l'ensemble des entreprises de plus de 25 salariés depuis l'adoption par le Parlement d'une loi en juin 2017. Néanmoins, alors que la plupart des entreprises islandaises bénéficient d'un délai de trois ans pour s'y conformer, les entreprises de plus de 250 employés doivent obtenir leur certification d'ici la fin 2018, sous peine d'amende.



Transports aérien. Les deux compagnies nationales islandaises traversent actuellement des difficultés financières après l'annonce de résultats décevants. Le PDG et Président d'Icelandair, Björgolfur Johansson, qui occupe ce poste depuis 10 ans, a annoncé sa démission le 27 août dernier suite à la publication des revenus en baisse de 30% par rapport aux projections initiales pour l'année 2018. Les actions du groupe ont chuté de 17% au lendemain de l'annonce. Le Directeur financier d'Icelandair, Bogi Nils Bogason, occupera temporairement le poste de PDG. La compagnie Wow Air prévoit quant à elle de lancer une émission obligataire pour se refinancer. L'activité de transport aérien revêt une importance systémique pour l'économie islandaise, dont le redressement spectaculaire ces dernières années s'est appuyé en grande partie sur le développement de l'activité touristique sur l'île.

Environnement. Le gouvernement islandais a présenté le 10 septembre son plan d'action pour le climat, assorti d'une programmation budgétaire sur 5 ans (6,8 Mds d'ISK, soit 52 M€). L'objectif principal est de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de permettre à l'Islande d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris et la neutralité carbone d'ici 2040. Le plan se décline en 34 actions, avec un accent particulier sur la transition énergétique, notamment dans le domaine des transports, l'objectif étant de réduire de moitié les émissions des transports routiers d'ici 2030 (soit une réduction de 500 000 tonnes de CO²). Le gouvernement prévoit une augmentation significative des investissements pour l'électrification des transports : un budget de 11,5 M€ sera ainsi consacré à l'électrification des ports et à la construction de nouvelles infrastructures pour voitures électriques. Les incitations à l'achat de véhicules à faibles émissions seront renforcées et de nouvelles concessions pour voitures électriques seront mises en place pour les véhicules d'entreprises. La captation de carbone sera développée, par exemple à travers une intensification de la reforestation dans le pays.

Suède

Croissance. La croissance au T2 2018 a été fortement révisée à la baisse (comme en 2017). L'institut statistique SCB l'estime désormais à 0,8% en variation trimestrielle (contre 1%) et surtout à 2,5% en glissement annuel contre 3,3% dans les dernières prévisions (les trimestres précédents ont également été corrigés à la baisse). Ce sont surtout les évolutions de l'investissement (+4,3% contre + 5,2%) et des importations (+4,7% contre +2,8% lors des dernières prévisions) qui expliquent l'ampleur de la révision. La croissance des exportations n'ayant été que faiblement révisée à la hausse (+3,4% contre +3,2%), la contribution du commerce extérieur à la croissance pourrait à nouveau être négative cette année.

Commerce extérieur. Le poids des exportations de biens et services est passé de 31% du PIB en 1993 à 50% en 2008 puis à 45% en 2017. Dans le même temps, le poids des importations est passé de 28% en 1993, à 43,5% en 2008 puis à 41% aujourd'hui. L'internationalisation de l'économie suédoise est ainsi plus forte aujourd'hui qu'en 1993, mais moins qu'à la veille de la crise financière

Construction. L'Agence nationale du bâtiment (Boverket) revoit à la baisse le niveau de construction pour cette année, tendance liée à la baisse générale des prix, notamment pour les immeubles neufs dans les principales agglomérations. Le nombre de mises en chantier devrait ainsi atteindre 56 000 unités en 2018 comme en 2019, alors que le niveau avait atteint 69 000 en 2017. Pour combler le déficit de logements, Boverket estime toutefois qu'il faudrait construire en moyenne 67 000 nouveaux logements par an jusqu'en 2025. La pénurie risque ainsi de s'accroître dans les années à venir sous l'effet démographique. Enfin, 243 communes sur les 290 existantes estiment qu'elles ont actuellement un déficit de logements (84%) et c'est surtout les cas dans les grandes agglomérations (Stockholm, Göteborg et Malmö) et les principales villes universitaires (Uppsala et Lund).

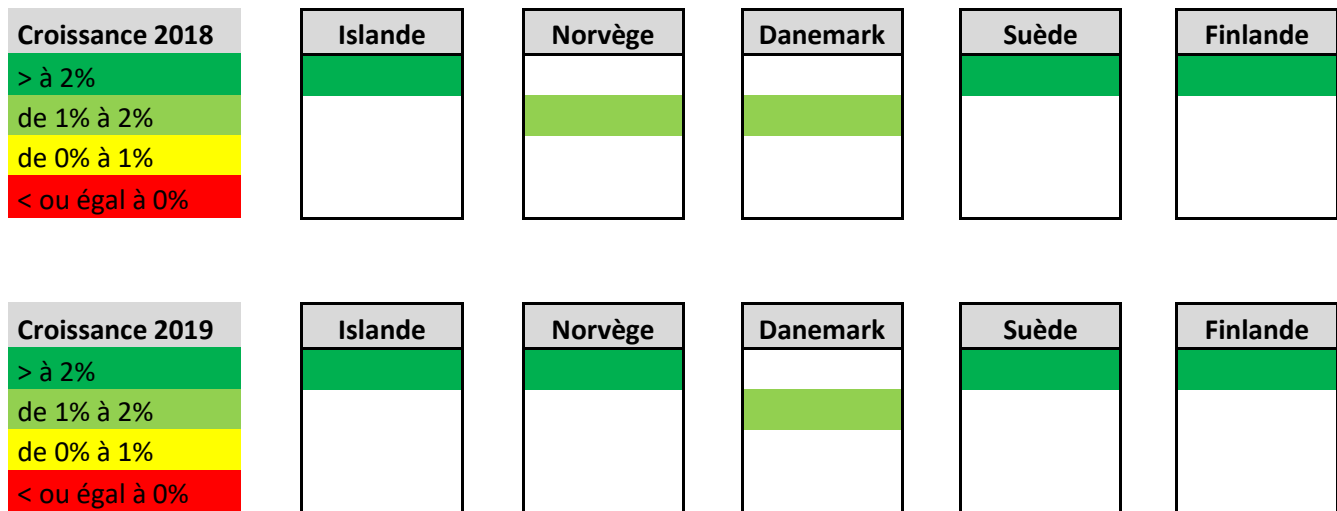
Audit. La concentration des acteurs de l'audit se poursuit en Suède. Après avoir racheté la branche suédoise de PWC, la société de capital investissement locale, IK Investment Partners, a racheté KPMG Suède. Ces deux acteurs fusionnent en un établissement unique nommé Aspia, qui compte désormais environ 1 500 salariés. Une autre société locale de capital investissement, Altor, suit le même mouvement et vient pour sa part de reprendre LRF Konsult, une compagnie d'audit spécialisée dans les PME et les exploitations agricoles, qui est l'un des 10 premiers acteurs du pays.

Mode/textile. Selon le consultant Volante Research, le secteur de la mode suédoise a réalisé un chiffre d'affaires global de 326 Mds SEK (31 Mds€) en 2017, dont 61% est lié directement à l'activité du géant H&M. Après H&M (CA de 200 Mds SEK) les principaux acteurs sont de tailles bien inférieures (Lindex 6,3 Mds SEK, Kapp-Ahl 4,9 Mds SEK, Acne Studios, 1,9 Md SEK, Gina Tricot 1 Md SEK, J. Lindeberg 737 MSEK et Fillipa K 649 MSEK). Ces acteurs devront sous peu faire face à une intensification de la concurrence sur le marché local avec l'arrivée du japonais Uniqlo qui ouvre une grande boutique dans le centre de Stockholm. Le Swedish Fashion Council indique que les exportations du secteur atteignent désormais 221 Mds SEK (21 Mds€), soit un quasi-doublement en 7 ans.



La quinzaine nordique - 14 septembre 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	2,9	1,8	1,9	1,9	2,9	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	2,0	1,6	2,6	2,0	3,6	2,7
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,8	2,1	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	1,5	2,5	3,1	2,3	1,4	2,4	2,9	2,4	-	-
Nordea	1,0	1,8	3,0	2,1	1,5	2,5	2,7	2,0	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,7	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	60,0	59,4	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

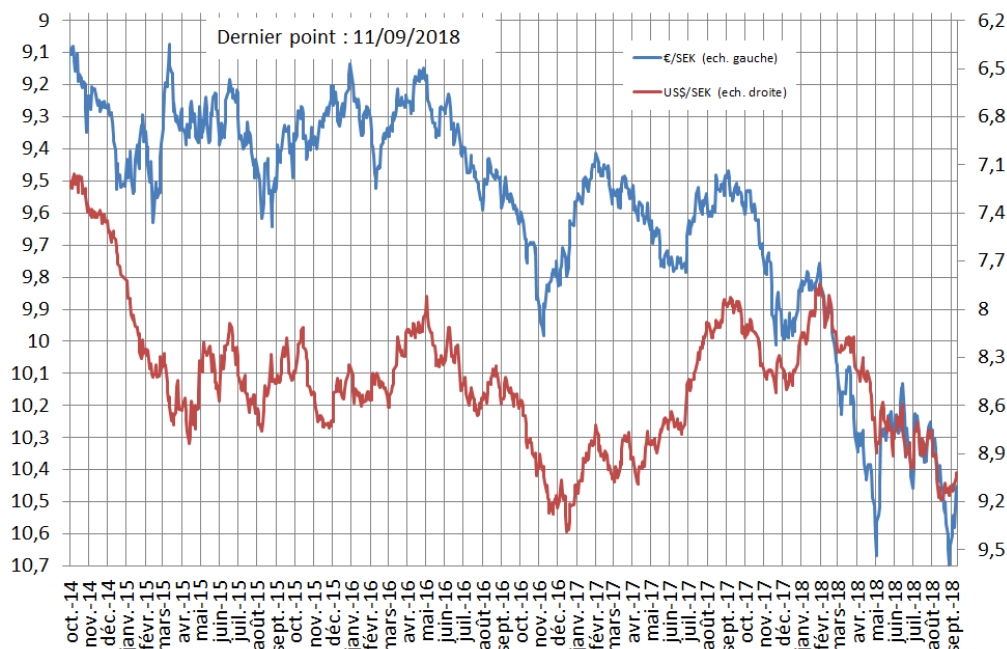
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

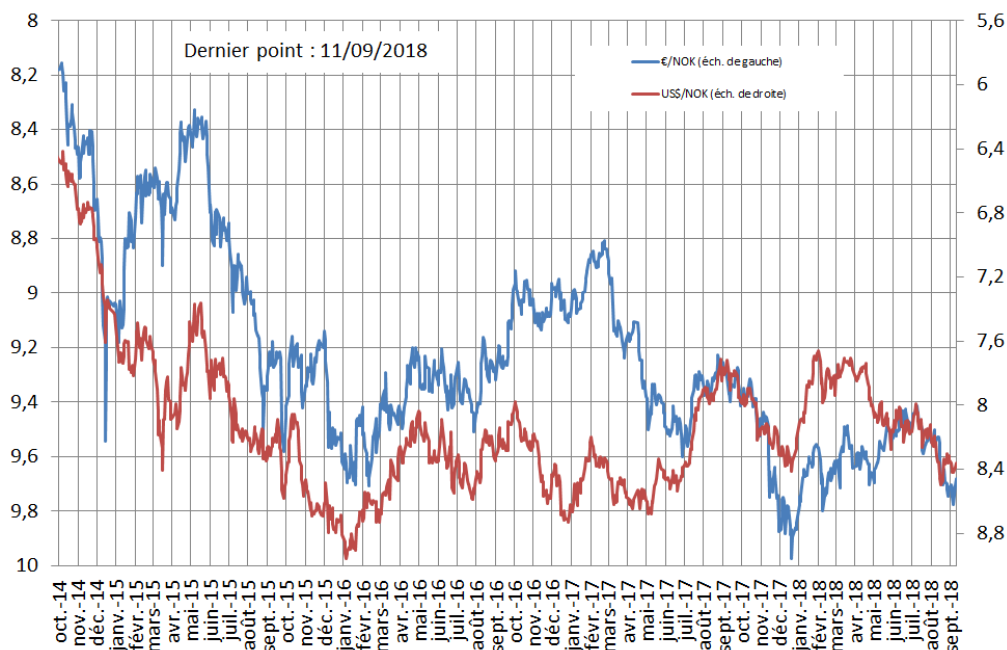


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)
Service Économique Régional (SER) de Stockholm
Ambassade de France en Suède
Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).